

Une délégation du secrétariat de la Coordination Nationale de la Formation Des Enseignants, constitué de Michel Bernard (Paris 3), Aude Gerbaud (IUFM de Créteil - Paris 12) et Sylvie Plane (IUFM de Paris - Paris 4) a rencontré le bureau national des syndicats de l'UNSA, dans le cadre du cycle de rencontres avec les syndicats. Il s'agissait de présenter les positions et les analyses de notre Coordination et de procéder à un échange d'informations sur la situation.

Nos interlocuteurs étaient M. Patrick Gonthier, secrétaire général Unsa-Education, M. Luc Bentz, secrétaire fédéral Unsa-Education, responsable du secteur culture, M. Luc Berille, secrétaire général du Se-Unsa, M. Christian Chevallier, secrétaire national du Se-Unsa, responsable des questions de formation, Mme Evelyne Roques, responsable du bureau national du SIEN (inspecteurs). Par ailleurs les secrétaires généraux du SNDPEN (personnels de direction), de Sup'Recherche (Supérieur) et du SNPTES (Biatoss et ITA) s'étaient excusés de leur absence, tous en postes de responsabilité et pris dans des obligations professionnelles incontournables.

Le dialogue, qui a duré environ trois heures, a permis de confronter nos points de vue sur plusieurs aspects de la réforme de la formation des enseignants. Nous sommes d'accord sur l'intérêt de mesures qui permettraient aux enseignants des premier et second degré d'accéder à une revalorisation de leur échelle indiciaire basée sur un niveau de formation reconnu à bac + 5 et nous partageons la plupart des critiques sur la solution proposée par les ministères.

L'Unsa a toujours revendiqué une vraie formation des enseignants, recrutés par concours puis formés par alternance ouvrant droit à Bac + 5. Les bricolages de dernière minute introduits par Darcos ajoutent encore à l'absurdité du système (dont le moindre n'est pas le calendrier qui placerait les épreuves écrites en octobre !) Il peut y avoir des divergences sur des questions de stratégie (négociation/rupture) ne serait-ce que parce que le positionnement d'un syndicat n'est pas le même que celui d'une Coordination. L'UNSA doit rencontrer les ministères lundi sur cette question.

Nous avons fait valoir que le plus urgent était de clarifier la situation pour l'année prochaine, et que le plus efficace serait de conserver en l'état tout le dispositif actuel (inscriptions, calendrier, stages, formation après le concours) et de remettre à plat toute la réforme par une large consultation des acteurs de la formation. De notre point de vue, la "mastérisation" promue par Darcos et Péresse est inamendable et sa négociation ne peut qu'entraîner des aberrations, y compris dans une période "transitoire". Les représentants Unsa sont en accord sur le refus de toute mesure « transitoire ».

Michel Bernard, Aude Gerbaud, Sylvie Plane